

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE D'UN PROMPT DÉBAT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Le premier ministre peut-il dire à la Chambre si on a l'intention de réserver bientôt une séance spéciale de la Chambre pour débattre les affaires internationales, étant donné la mise au point de projectiles intercontinentaux et de satellites artificiels, et leur relation avec la défense du Canada? C'est une des questions mondiales qui ont actuellement le plus d'importance, à mon avis. Cela étant, il me semble que la Chambre des communes devrait se réunir pour en parler.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous aurons l'occasion de discuter cette question et toutes les autres questions lors du débat sur l'Adresse. Mais je voudrais, avant toute chose, présenter des projets de loi d'une extrême urgence, tel que celui qui a trait aux avances en espèces au titre du blé emmagasiné dans les fermes. Il me semble que tous ceux qui ont à exprimer des avis sur les questions internationales devraient se souvenir qu'ils auront tout à fait l'occasion de le faire au cours du débat qui va commencer cet après-midi. Puis, après la présentation et l'étude des mesures d'urgence,—c'est-à-dire après que nous aurons présenté les mesures législatives destinées à hâter leur adoption,—nous songerons certainement à réserver une ou deux journées aux questions internationales, dont on ne saurait mésestimer l'importance.

LES ÉDIFICES PUBLICS

WINDSOR—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS QUANT À L'ÉTAT DES TRAVAUX AU NOUVEAU BUREAU DE POSTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. F. Brown (Essex-Ouest): Monsieur l'Orateur, me serait-il permis d'adresser une question au ministre des Travaux publics? Je regrette de ne pas lui en avoir donné avis, mais il pourra considérer ma question comme tel et me répondre plus tard. Eu égard à la gravité du chômage dans la région de Windsor, le ministre nous dira-t-il où en sont les travaux de construction du nouveau bureau de poste de Windsor et comment il se fait que les locaux qu'on a acquis sont actuellement à louer?

L'hon. Howard C. Green (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, afin de répondre complètement à ces questions, il faudrait posséder beaucoup de détails à ce sujet. Je crois tout de même pouvoir dire

qu'une partie des biens acquis étaient loués aux termes d'un bail qui ne prend fin que l'an prochain. Nous faisons de notre mieux pour régler la question, mais la situation actuelle tient entièrement à ce qu'a fait le Gouvernement précédent.

M. Brown (Essex-Ouest): Le ministre irait-il aux renseignements et nous donnerait-il plus tard une réponse plus précise?

M. Green: Oui, j'obtiendrai les détails pour l'honorable député.

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

INTERPELLATION SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE TOUCHANT LA REVISION DES CONDITIONS DE L'UNION DE TERRE-NEUVE À LA CONFÉDÉRATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. T. Stick (Trinity-Conception): Monsieur l'Orateur, j'aimerais que le premier ministre (M. Diefenbaker) nous dise quand il s'attend de recevoir le rapport de la commission royale d'enquête sur la revision des termes de l'union entre le Canada et Terre-Neuve et si, quand il l'aura reçu, le rapport sera déposé à la Chambre.

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aimerais répondre à la question de l'honorable député. La commission royale d'enquête sur les conditions de l'union avec Terre-Neuve a terminé ses séances ici, à Ottawa, il y a une semaine aujourd'hui. Lors de la séance de clôture, le président de la commission royale a donné à entendre que la commission espérait être en mesure de présenter son rapport bientôt.

M. Stick: Le ministre déposera-t-il le rapport?

L'hon. M. Fleming: Comme c'est l'habitude, le rapport sera déposé quand on l'aura reçu et qu'on pourra le faire imprimer.

LA LOI RELATIVE AUX ENQUÊTES SUR LES COALITIONS

BOIS À PÂTE—OÙ EN EST RENDU LE RAPPORT DÉCOULANT DE L'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Auguste Maltais (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Justice? Je regrette de n'avoir pu lui en donner préavis. Il me donnera peut-être une réponse plus tard. Quand peut-on s'attendre à ce que paraisse le rapport concernant l'enquête commencée il y a environ un an et demi, sous l'empire de la loi relative